Déclaration de la CE élargie de l'UD FO 91 du 02 novembre 2026

Le 5 novembre construisons un rapport de force durable !

Malgré des moyens mobilisés par le Gouvernement, comme jamais, pour empêcher les manifestations, nous avons assisté à des mobilisations remarquables.

L'enfumage raté de la jeunesse en leur accordant des miettes, Macron et son gouvernement remettent désormais en cause le droit de manifester.

Le gouvernement voudrait museler le mouvement social et syndical qui a tenu malgré tout.

L'UD FO 91 continue à soutenir les lycéens et étudiants, et leurs revendications pour obtenir les moyens indispensables à la réussite de leurs études et à toutes les actions en cours et à venir, afin de leur offrir un meilleur avenir. **Leurs revendications sont les nôtres. Ils sont notre avenir.**

A Paris, les parcours négociés pour les manifestations parisiennes des 24 et 31 octobre ont été remis en cause au dernier moment. C'est tout autant scandaleux. Le 30 octobre, signe d'une interdiction arbitraire, le tribunal administratif de Paris faisait annuler l'interdiction de manifester dans Paris de la préfecture avant que le Conseil d'Etat annule le jugement du tribunal administratif. Personne n'est dupe de ces tentatives de déstabilisation et de provocation orchestrées par l'appareil d'Etat.

Malgré ce contexte, les trois dernières manifestations ont été massives, puissantes et déterminées.

La Commission Exécutive de l'Essonne invite toutes ses structures à préparer activement la grève interprofessionnelle dès le 5 novembre à l'appel de toutes les confédérations. Elle appelle à la tenue d'assemblées des personnels dans les entreprises, les services, les écoles, les établissements, partout pour poser la question du « tous ensemble » - public-privé avec la jeunesse et pour décider ensemble des suites à donner pour la satisfaction des revendications dont le retrait du projet de budget Macron-Lecornu !

La Commission Exécutive de l'UD FO 91 EXIGE :

- le retrait du projet de budget Macron-Lecornu et de ses 54 milliards d'euros d'économies ;
- l'abandon des 840 millions d'euros d'économies annoncés dans l'Éducation nationale ;
- Le maintien de l'abattement fiscal de 10% et de l'indexation des pensions sur l'inflation ;

- l’arrêt de la répression, des intimidations et des sanctions contre la jeunesse mobilisée ;
- des moyens pour les établissements scolaires, rénovation et isolation des locaux et arrêt immédiat de Parcoursup ;
- l’indexation des salaires sur l’augmentation des prix ;
- des créations de postes et des moyens à la hauteur des besoins dans les services publics (l’Éducation Nationale, l’inspection du travail, les Hôpitaux, la DGFIP et l’URSSAF…) ;
- la fin des exonérations patronales ;
- la défense de la Sécurité Sociale, de l’Assurance Chômage, l’augmentation du SMIC, des salaires, des minima sociaux, des pensions et des droits sociaux ;
- des mesures de protections immédiates : baisse des prix des produits de première nécessité, du gaz et de l’électricité, plafonnement des prix des carburants à 1€50 ! ;
- des mesures de justice fiscale pour taxer les plus riches, conditionner et redéployer les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises !

La Commission Exécutive FO 91 appelle à soutenir, de longue date, la manifestation contre l’école inclusive forcée. Les militants de l’Essonne porteront les revendications et se rendront dès 12h00 au Ministère de l’Education, puis rejoindront le cortège de la manifestation à l’appel des confédérations.

Tous en grève et en manifestation pour obtenir satisfaction.

Votée à l’unanimité